

Tendances révélées par les enquêtes de l'European Values Study et perspectives d'avenir

por **D. Jan Kerkhofs**

*Conferencia pronunciada
el 26 de noviembre de 2002*

Forum Deusto

Tendances révélées par les enquêtes «European Values Study» et perspectives d'avenir

Jan Kerkhofs*

Chers collègues, mesdames, messieurs,

Permettez-moi d'abord de remercier très sincèrement le professeur Javier Elzo et votre université de m'avoir invité à prononcer cette conférence de clôture de votre journée de réflexion sur l'évolution des valeurs en votre pays. Je remercie aussi mon vieil ami Francesco Andres Orizo, qui pendant beaucoup d'années s'est chargé de la coordination des enquêtes en Espagne. Je me sens un peu comme un grand-père, heureux de voir que les enfants et les petits-enfants se développent bien. Ma connaissance de l'espagnol étant trop passive, je 'excuse de devoir prononcer ce discours dans une langue qui n'est pas la vôtre... ni la mienne.

Je me propose de vous livrer un certain nombre de réflexions qui s'imposent après la troisième enquête européenne que notre Fondation *European Values Study* a pu réaliser.

Tout d'abord, comme remarque préalable et qui est bien inutile de répéter, les enquêtes nous enseignent sur les opinions des gens. Sans doute, les interviewés nous renseignent sur leurs opinions et ils essaient de répondre honnêtement. Mais, en fait, plutôt rares sont ceux et celles qui le font d'une façon authentiquement personnelle. Souvent sans le savoir, les gens ne reflètent que l'*opinion* d'une certaine majorité qui

* JAN KERKHOFS es Profesor Emérito de Teología de la Universidad Católica de Lovaina y de Sociología en la Universidad de Amberes. Fundador del «European Values Study», ha sido Profesor visitante en docenas de Universidades . El Profesor Kerkhofs es autor de más de 40 libros y cientos de artículos sobre el tema de los valores.

leur est imposée. Et cette majorité est composée d'un grand nombre de sous-groupes qui reflètent chacun une mentalité particulière, parfois relativement ouverte, souvent passablement fermée. Ainsi chaque catégorie d'âge a ses opinions, comme les mieux éduqués et les plus riches en ont une autre, et ceux de gauche et de droite encore une autre. Les chrétiens pratiquants reflètent une opinion bien différente de celle des librepreneurs. En outre, le fait d'appartenir à telle ou telle région d'Europe apporte sûrement des déterminismes importants, chargés de traditions historiques diversifiées et de préjugés. Ainsi les populations catholiques, anglicanes, luthériennes et orthodoxes de l'Europe réagissent de façon différente, non seulement en matière religieuse, mais aussi dans d'autres domaines, comme l'éthique, le politique, ceux de la famille et du travail. Tous expriment presque nécessairement aussi une opinion subtilement close. Il me frappe, par exemple, que toujours la République Fédérale Allemande reste divisée en deux sortes d'opinions, bien distinctes. A l'Ouest, les chrétiens, catholiques et luthériens, forment toujours la grande majorité, environ 85 % de la population. Et environ 80 % de leurs enfants sont baptisés. A l'Est les chrétiens, tous ensemble, ne dépassent pas 30 % et seulement 5 % des nouveaux-nés y sont baptisés. Cette division en deux parties ne date pas de l'époque des nazis ou des communistes. Il ne faut pas oublier que des régions comme le Mecklembourg ou la Poméranie en Prusse n'ont été converties au christianisme qu'aux 12^{ème}/13^{ème} siècles, un millénaire après que les premières communautés chrétiennes se sont établies à Trèves, à Cologne et autour du lac de Boden, au sud de la Bavière, à la frontière suisse.

Très souvent aussi les différences entre les régions d'un même nation sont plus grandes que celles entre les nations. Ce n'est pas seulement le cas pour la République Fédérale Allemande, mais aussi pour l'Italie, où la mentalité du Sud ne correspond aucunement à celle du Nord, avec les villes de Milan et de Turin. Même dans mon propre petit pays les différences entre la Wallonie et la Flandre sont certes plus petites qu'entre, d'une part, la Flandre et les Pays-Bas, et, d'autre part, la Wallonie et la France, comme je l'ai pu expliquer plusieurs fois à nos rois. Ce qui n'empêche qu'en deux domaines importants, celui de la famille et celui du travail, la mentalité flamande n'est pas du tout la même que celle des Wallons. Par exemple, les Flamands ne considèrent pas le fait d'avoir des enfants un facteur important pour la réussite d'un couple, contrairement à l'attitude des Wallons. Ce qui pourrait signifier qu'à terme les Wallons devraient payer les pensions des Flamands âgés. Cette différence régionale vaut aussi pour le Royaume-Uni et pour la Suisse. Tout cela nous forcera à l'avenir à mieux différencier

nos enquêtes et à tenir compte des mentalités régionales —ce qui, au niveau européen, impliquerait un financement très élevé, probablement impossible à trouver.

Il y a un autre aspect dont il faut tenir compte. L'Europe est beaucoup plus «vieille» que les Etats-Unis d'Amérique. Dès lors, en Europe, ce qu'on appelle «l'histoire longue» continue d'influencer profondément les esprits et les structures sociales. Et très rares sont ceux et celles, répondant aux interviews, qui en sont conscients. Il nous frappe que la Grèce garde toujours son héritage orthodoxe, protecteur de son identité nationale durant les longs siècles d'occupation ottomane. On ne s'étonne pas que les liens entre l'Eglise et l'Etat y restent très forts, bien que le gouvernement a eu le courage de prendre ses distances par rapport à une Eglise, qui s'oppose à l'intégration européenne. Traversons maintenant toute l'Europe pour atterrir à Reykjavik, la capitale de l'Islande, cette île mystérieuse avec ses geysers et ses nuages de fumée sortant à tout endroit de la terre. Dans ce pays les vieilles réminiscences du temps des premiers Vikings, y arrivant avec leurs «drakkars», sont restées très vivantes. Quand, pour l'ensemble de l'Europe, environ un quart de la population dit accepter la croyance en la réincarnation, plus de 40 % des Islandais y croient. L'Islande et Malte, deux îles, appartiennent à l'Europe, mais ces pays ont très peu en commun. Et beaucoup d'autres exemples, illustrant le poids d'une très longue histoire sur les opinions actuelles, pourraient être mentionnés. Il y a toute une géologie de différentes couches mentales à découvrir! En résumant, on peut bien dire que nos Européens, qui honorent tellement la liberté, portent tous le poids de mentalités de leurs ancêtres lointains. En tout cas, l'histoire a une importance énorme pour les analyses sociologiques, comme Gabriel Le Bras, le grand doyen de la faculté de droit de la Sorbonne, l'a accentué il y a déjà un demi-siècle.

Après ces remarques introductrices, abordons maintenant le sujet de mon exposé, ç. à. d. les grandes tendances révélées par nos enquêtes, ce qui nous mène au début du troisième millénaire.

Quand, en 1978, nous avons entamé la première enquête, avec quelques amis dont les regrettés professeurs Ruud de Moor de l'Université de Tilburg et Jean Stoetzel de la Sorbonne, nous nous sommes proposés de sonder l'identité spécifique de l'Europe: quelles sont les valeurs typiques de notre continent? En effet, à cette époque on se trouvait toujours en pleine guerre froide et l'Europe était coincé entre les deux super-puissances, les Etats-Unis et l'empire soviétique. Mais après les premières analyses faites, nous avons été frappés par la quasi

absence de valeurs vraiment communes. J'ai eu la chance de visiter souvent la ville de Hong Kong. La première fois un ami me faisait remarquer que l'écriture chinoise ne connaît pas vraiment un caractère exprimant la «liberté», première valeur de la Révolution Française et déjà honorée par St Paul dans sa Lettre aux Galates. Mais est-ce que la liberté est vraiment la valeur fondamentale des Européens? En tout cas, en 1999 la population de deux pays, qui étaient à l'origine de la culture européenne, la Grèce et l'Italie, ont déclaré préférer l'égalité à la liberté, comme d'ailleurs la Russie aussi... Pourtant, pour l'Europe en sa totalité, 53 % de la population donne maintenant la préférence à la liberté, contre 40 % à l'égalité. En tout cas, même en ce qui concerne les valeurs fondamentales, notre vieille Europe reste très diversifiée.

Ce qui n'empêche que nos enquêtes de 1981, 1990 et 1999-2000 révèlent des tendances qui sont partagées par presque tous les pays. Je nomme d'abord l'individualisation progressive, ensuite, ce qu'on appelle, à tort ou à raison, la sécularisation, qui est de plus en plus généralisée. Ces deux tendances sont d'ailleurs reliées entre elles. Mais attention, les gens n'ont pas choisi délibérément celles-ci. Ils les ont subies. Et les causes principales en ont été, d'abord la démocratisation de l'enseignement, ensuite l'industrialisation avec l'impact foudroyant des nouvelles technologies. Et, dans un second temps il faut nommer la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur des filles. Ce dernier facteur est d'une grande importance, parce que ce sont surtout les mères qui transmettent les valeurs. Leur émancipation est probablement le phénomène le plus important de la période après la seconde guerre mondiale. Permettez-moi de développer quelques instants l'importance de cette démocratisation. Nos enquêtes prouvent l'impact important sur la mentalité de ceux et de celles qui ont joui d'une plus longue période d'enseignement. La démocratisation de l'enseignement doit son origine, en grande partie, à Martin Luther, le grand réformateur du 16ème siècle. Celui-ci a traduit la Bible en langue vulgaire et il a voulu que tous la lisent dans cette langue. Par conséquent, comme Alain Peyrefitte l'a prouvé dans son livre superbe *La société de confiance* (Paris, 1995), l'analphabétisme a d'abord reculé dans les pays du Nord de l'Europe, les régions protestantes. Les pays catholiques et orthodoxes ont dû attendre le 20ème siècle. Pour faire démarrer l'application des sciences à l'industrialisation savoir lire et écrire était la condition sine qua non. Lire signifie être informé. Dès que les jeunes étudiants ont pu se mettre au courant des découvertes de Charles Darwin sur l'évolution de toute la vie, végétale, animale et humaine, —fait décisif pour une nouvelle compréhension de l'homme— la sécularisa-

tion, commencée au 18^{ème} siècle dans des cercles plutôt fermés, a trouvé un levier très puissant. L'occidental s'est mis à interroger toute une tradition dogmatique chrétienne: la création, le péché originel, la prédestination et surtout l'existence de Dieu. Ainsi la démocratisation de l'enseignement a ouvert la voie à la sécularisation. Cette dernière a eu comme conséquence une séparation progressive de l'Eglise et de l'Etat. Nos enquêtes révèlent que les gens, même en Pologne et en Russie où la confiance en l'Eglise est restée très grande, s'opposent à toute ingérence de l'Eglise dans la gestion des Etats. Par conséquent, la valeur de tolérance, introduite au 17^{ème} siècle aux Pays-Bas, a infiltré toute l'Europe Occidentale d'abord, l' Europe Centrale ensuite. Et c'est cette valeur qui se trouve à la source de beaucoup de changements en matière éthique.

Regardons maintenant un peu plus en détail les changements récents des mentalités européennes. Les enquêtes révèlent que le domaine que les Européens considèrent le plus important, parmi six grands domaines proposés, est la **famille**. Mais, comme Louis Roussel de l'INED l'a déjà décrit dans un beau livre intitulé *La famille incertaine* (Paris, 1989), cette famille est en pleine mutation. Durant des siècles la famille était d'abord une structure sociale: appartenir à une certaine classe sociale, avoir la même religion et les mêmes convictions politiques soutenaient la stabilité de la famille. Actuellement, à la question de savoir quels sont les facteurs importants pour la réussite d'un mariage, les facteurs que nous venons de mentionner se trouvent en bas de l'échelle. En haut de celle-ci, on trouve des facteurs interpersonnels, comme le respect, la tolérance, le dialogue, la fidélité. Mais ces facteurs sont beaucoup plus fragiles que les facteurs jugés au passé plus importants. A la question de savoir quels domaines méritent primordialement l'attention publique, on trouve toujours: «la famille»,... mais en pas mal de pays celle-ci est dépassée chez les jeunes par: «le développement personnel». Et tout commence à bouger, la cohabitation, le divorce, l'homosexualité. Chacun se choisit d'abord ce qu'il juge être son propre bonheur actuel. Regardons un instant les faits. En ce qui concerne la France, en 1960 seulement 10 % des partenaires vivaient en ce qu'on commençait à appeler «la cohabitation», en 1990 ce chiffre a monté à 90 %. On ne s'étonne pas de constater qu'en 1999 environ 40 % des jeunes générations en France et en Belgique considèrent le mariage «une institution dépassée». Une grande partie de l'Europe a vécu une mutation accélérée dans tout le domaine des relations entre hommes et femmes. Prenons deux pays, qui ont jusque récemment connu une histoire très différente, la France et l'Irlande. En 1981 29 %

des Français considéraient le mariage une institution dépassée contre 36 % en 1999, pour les Irlandais on trouve respectivement 12 % en 23 %. En ce qui concerne l'homosexualité, sur une échelle de dix points, le point «un» indiquant que le comportement proposé n'était jamais justifié et le point «dix» qu'il l'était toujours, en 1981 les Français atteignaient le score 3.1 et en 1999 le score 5.2; pour l'Irlande ces scores sont respectivement 2.7 et 4.4. Pour les Pays-Bas, où on a introduit récemment le mariage d'homosexuels et de lesbiennes, ces scores ont monté de 5.6 à 7.80, les plus élevés de toute l'Europe. Et ces trois pays cités ont une longue histoire chrétienne, et en Irlande et aux Pays-Bas une histoire morale très stricte.

On ne s'étonne pas que nous avons donné à l'analyse belge de la dernière enquête le titre très révélateur de *Certitude perdue*.

Toute cette évolution a des conséquences géopolitiques énormes, dès qu'on regarde un facteur considéré comme relativement important pour un mariage réussi. Je parle des enfants. On trouve en Europe, tant pour les chrétiens et les autres, pour les hommes et les femmes, pour toutes les générations 2,5 enfants le nombre idéal pour une famille. Nulle part en notre continent ce chiffre est encore atteint, même pas le chiffre de 2,1 enfants par femme au dessous de 45 ans, chiffre nécessaire pour remplacer la population. Comme vous le savez, en Allemagne, en Italie et en votre pays on atteint à peine un seule enfant. Ce qui signifie que la population européenne va lentement diminuer. Les Nations-Unies et l'Union Européenne ont publié récemment une estimation selon laquelle, vers 2025, l'Europe aura besoin de cent millions d'immigrants pour garder une relation acceptable entre actifs et non-actifs. Ce qui veut dire concrètement qu'on ouvre les portes pour l'Afrique et l'Asie. La Russie se trouve devant le même défi. Durant les dernières années la population de la Fédération Russe a diminué de presque un million par an. Tous les pays au sud de la Russie sont des pays à religion musulmane. Le plus grand de ceux-ci est la Turquie, qui frappe à la porte de l'Union Européenne pour y entrer et est déjà membre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN. Chaque année en Turquie les naissances dépassent de 200.000 celles de la Russie. En 2025 la Turquie aura environ 87 millions d'habitants, donc beaucoup plus que l'Allemagne, le membre actuellement le plus peuplé de l'Union Européenne. Si la Turquie serait à ce moment membre de l'Union, l'Union devra tenir compte de son membre le plus peuplé et musulman.

Après de la famille, le domaine considéré le plus important est le **travail**. Ce qui nous frappe ici est d'abord la tendance à valoriser celui-

ci en préférant les aspects qualitatifs, nommés expressifs, à ceux nommés instrumentaux. C'est sans doute la répercussion du fait qu'employés et travailleurs sont de mieux en mieux qualifiés et spécialisés et que depuis la fin de la guerre en beaucoup de pays d'Europe occidentale les salaires ont augmenté de manière impressionnante. Ce qui n'empêche qu'un nombre croissant d'employés exprime de plus en plus un réel mécontentement. En plusieurs pays, comme la France et la Belgique, la tendance à protester s'est accrue, de 1981 à 1990 et de 1990 à 1999. Ainsi le fait de signer des pétitions, d'organiser des grèves, même sauvages, des boycotts, a augmenté d'année en année. Et pourtant le temps libre disponible a augmenté beaucoup depuis les «golden sixties». Est-ce que le mécontentement exprime une frustration plus profonde, conséquence de l'accélération de la vie économique, impliquant des connaissances technologiques toujours nouvelles, et provoquant du stress? Ce qui n'empêche que toujours aussi la grande majorité des employés déclarent être satisfaits de leur job. Un sentiment plus profond et qui semble se creuser, est peut-être le manque de confiance dans les autres, les institutions, l'avenir en général. Nous y reviendrons.

Il y a deux domaines où, durant les deux décennies que couvrent nos enquêtes, une mutation continue s'est produite, celui de l'éthique et de la religion. Ce sont ceux où la plupart des interviewés paraissent avoir perdu les repères traditionnels. D'abord **l'éthique**. J'ai déjà donné l'exemple de la France, de l'Irlande et des Pays-Bas. Mais, pour toute l'Europe Occidentale, où des comparaisons dans le temps sont possibles, nous constatons que de plus en plus de gens considèrent justifiables des comportements qui, il y a peu de temps, ils auraient condamnés. C'est surtout le cas pour des comportements relatés à la vie personnelle, touchant la bioéthique et la sexualité. Pour leur vie privée ils veulent de plus en plus la liberté, même totale. En 1981 et en 1990 une question avait été posée quant à cette dernière. La majorité des jeunes dans tous les pays d'Europe Occidentale ont alors exprimé leur préférence pour une liberté sexuelle totale. En beaucoup de pays l'avortement est devenu acceptable. Et à l'autre bout de la vie l'acceptation de l'euthanasie a progressé de manière foudroyante, surtout en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Belgique, en France et même dans les pays de tradition orthodoxe, la Grèce exceptée. Cela ne veut pas dire que les gens se désintéressent de la vie; nous avons constaté que c'est le cinquième commandement, «Tu ne tueras pas», parmi les fameux Dix Commandements, qui obtient le plus haut pourcentage d'assentiment. Mais, partout, notre population est devenue prudente dès qu'il

s'agit de «principes». Un exemple caractéristique est certes le fait qu'une majorité relative de nos Européens accepte qu'une femme ait un enfant sans avoir une relation personnelle avec un homme, par exemple par une insémination artificielle. La femme doit avoir le droit de juger de sa propre situation et de ses propres préférences.

D'année en année la préférence pour une éthique de la situation a gagné du terrain sur une éthique des principes. Pour cela il y a surtout deux raisons: d'abord, les gens sont mieux informés et de ce fait ils sont préparés à nuancer des attitudes traditionnelles. Ensuite, les Eglises ont perdu beaucoup de leur ancienne influence dans le domaine éthique, un des symboles étant la non-réception de l'Encyclique *Humanae vitae*.

Tout cela ne veut pas dire que nos Européens ont perdu tout sens moral. On ne peut pas parler d'une évolution unilatérale. Parmi les huit pays où des comparaisons entre 1981 et 1999-2000 sont possibles, nous en trouvons quatre où le pourcentage de ceux qui accentuent la situation a augmenté et cinq où on accentue davantage les principes, surtout en Grande-Bretagne. Mais partout, à l'exception de l'Italie, le nombre des indécis a diminué, parfois beaucoup. Ce qui signifie que globalement la polarisation entre les deux opinions s'est accrue. Ce sont les nuances qui comptent. Ainsi, l'accent mis sur la liberté dans le domaine de la vie privée est contrebalancé par le choix très clair pour une morale publique assez stricte. Evidemment, on peut dire que ce choix est inspiré par le besoin d'avoir un cadre social fiable pour protéger la liberté de la vie privée. En partie, c'est vrai. Le comportement pour lequel on est le plus sévère est partout le «joy riding» (en votre langue: «coger y conducir un coche que pertenece a alguien que Usted no conoce»). Ce qui ne veut pas directement dire que l'opposition à ce vol est un signe de moralité publique; c'est peut-être le contraire: en effet, la voiture est considérée comme le symbole de la liberté individuelle intouchable, elle doit être à mon service jour et nuit. Ce qui ne contredit pas que pour la série de comportements, ayant trait à la vie publique, comme le vol ou la fraude fiscale on est resté beaucoup plus sévère que pour les autres comportements qui touchent la vie personnelle, comme la sexualité et le domaine de la bioéthique. C'est comme si les gens veulent déclarer que le théâtre où se joue la vie privée doit rester stable, tandis que la façon à laquelle ils jouent leur pièce doit jouir d'une liberté non inhibée.

Pourtant, beaucoup doutent de la solidité de ce théâtre. Ce qui est révélée par une certaine perte de confiance en un grand nombre

d'institutions. Bien que la grande majorité de nos Européens considèrent la démocratie, nonobstant ses nombreuses imperfections, comme le meilleur régime de gouvernement, ces mêmes Européens donnent peu de confiance à leurs parlements, leur administration, leur système juridique. En général on se méfie de tout ce qui touche l'Etat. Même dans les pays de l'Union Européenne, où 86 % trouvent la démocratie un très bon système de gouvernement, 44 % considèrent comme une bonne chose le fait de confier le pouvoir aux experts et 20 % soutiennent l'idée d'un gouvernement conduit par «un homme fort, qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ou des élections». Cette dernière opinion obtient même la majorité en quelques pays de l'Europe Centrale et de l'Est, comme en Lettonie, en Lituanie, en Roumanie et en Ukraine. Tandis que la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Croatie y sont très opposées. En Roumanie 28 % préfère que l'armée gouverne (en Russie 19 %), une mentalité très différente de celle de l'Europe occidentale. Tout cela signifie que la démocratie reste souvent très fragile et qu'un certain populisme reste actif en pas mal de pays. On ne s'étonnera donc pas que souvent le sens civique est très peu développé. Ici aussi joue «l'histoire longue». En Europe occidentale, parmi les plus suspicieux envers l'Etat, on trouve les Belges et les Italiens, habitants de pays qui n'ont connu l'Etat que très tardivement. A l'intérieur de l'Union Européenne, le fait d'être de gauche ne se traduit ni par une ferveur parlementaire plus forte (43 % de confiance à gauche et 42 % à droite), ni par un soutien beaucoup plus net du système démocratique (les antidémocrates sont 13 % à gauche et 19 % à droite).

Pourtant, les données des enquêtes ne permettent pas de dire qu'il y a un déclin généralisé de la confiance dans les institutions. Récemment Robert Putnam a publié son livre *Bowling alone* (New York, 2000) pour avertir le public du danger d'un délabrement progressif de ce qu'on appelle «le capital social», c'est à dire l'ensemble des réseaux et des attitudes qui constitue le ciment d'une société. Il croit constater une perte de ce capital. Comparant les résultats de nos enquêtes de 1981 et de 1999, je dois avouer que, du moins pour les pays d'Europe occidentale pour lesquels nous avons des données comparables, cette opinion de Putnam n'a pas de base solide. Même la confiance en l'Eglise n'a pas diminué partout. Il est vrai que la confiance en le parlement a baissé, par exemple en Grande Bretagne, en France et surtout en Irlande, mais ailleurs elle s'est accrue, comme aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark et en Italie. On peut dire la même chose pour l'administration: en général, la confiance en elle a augmenté. Quasiment par-

tout la confiance en le système d'enseignement a augmenté, et souvent beaucoup. Ce qui prouve que les pays et les parents veulent investir dans un avenir dans lequel ils croient. D'autre part, la confiance en le système judiciaire a diminué partout; mais souvent cela signifie que les gens attendent maintenant beaucoup plus de la justice que ce fut le cas dans un passé récent. En tout cas, une généralisation d'une perte de confiance dans les institutions ne semble pas justifiée.

Ce qui est vrai est que nos Européens n'ont que très peu de confiance en leurs propres concitoyens, à l'exception des Scandinaves et des habitants des Pays-Bas, pays de tradition protestante. Dans les autres pays et selon les trois enquêtes, la grande majorité avoue qu'on ne peut pas être assez prudents. Mais ce manque de confiance ne date pas de hier; c'est la conséquence d'une très longue histoire.

Il y a plus de vingt ans que Jean Delumeau, le célèbre historien Français, a publié ses études remarquables sur *La peur en Occident* et *Le péché et la peur*, où il décrit les peurs des Européens du 13ème au 18ème siècles, peurs face à la guerre, à la peste, à l'enfer, au diable, au jugement de Dieu. Pour la plupart des gens la vie fut courte et menacée et l'Eglise et le ciel servaient de moyens de sauvetage. Ces peurs-là ont, en partie du moins, disparu en Europe, contrairement aux Etats-Unis où, par exemple, plus de 60 % des gens acceptent la croyance en l'enfer et au diable —ce qui donne des symboles anti-islamiques pour les discours du président Bush. Moins de 40 % des Européens y croient, avec comme extrêmes, Malte, avec 81 % et la Suède avec 9 %. Mais d'autres peurs ont monté la scène: le vieil âge, la maladie, le chômage, l'absence d'une formation suffisante, la criminalité, et très récemment le terrorisme. Les institutions qui protègent la population contre ces peurs obtiennent, selon les pays, un degré élevé de confiance: d'abord l'enseignement, suivi du système de protection de la santé, de la sécurité sociale, de l'armée et de la police. Cette confiance est restée stable au cours des enquêtes.

Mais il faut reconnaître aussi que les peurs cherchent des boucs émissaires. Une liste de gens qu'on ne veut pas comme voisins nous renseigne quelque peu sur ces boucs émissaires, considérés comme menaçants. Pour l'ensemble de l'Europe, en ordre dégressif, on trouve de façon relativement stable d'abord les gros buveurs, ceux qui ont un casier judiciaire, les extrémistes de droite, suivis de ceux de gauche, les drogués, les homosexuels et, à la fin seulement, les travailleurs immigrés, les musulmans et les juifs. Il se peut qu'une nouvelle enquête, après les attentats du 11 septembre de l'année passée aux Etats-Unis

et après ceux des Tchétchènes à Moscou d'octobre dernier, feront monter les musulmans sur cette échelle. Ce qui me mène à une considération que je juge importante pour l'avenir de nos enquêtes. Il n'y a pas de doute que la globalisation progresse partout: l'économie et les médias influençant ce processus. Mais les mentalités ne suivent pas ou se rebellent même. En effet, c'est dans la tête des gens que l'histoire se fait et que tolérances et intolérances trouvent leurs berceaux. Pour la première fois, en 2000, nous avons pu faire l'enquête en Turquie. Permettez-moi de vous en présenter brièvement quelques résultats qui m'ont frappé. L'enquête en Turquie, voisin de la Russie, nous révèle que ce pays est toujours un monde très fermé. Donnons quelques exemples. Contre 11 % de Russes qui ne préfèrent pas avoir comme voisins des immigrés, ce pourcentage monte à 54 % chez les Turques; là où 13 % des Russes ne veulent pas voir des musulmans comme voisins, 47 % des Turques ne veulent pas de chrétiens et 38 % sont opposés aux juifs (contre 11 % des Russes). En ce qui concerne les qualités à transmettre aux enfants à la maison, la tolérance et le sens des responsabilités obtiennent en Europe les scores les plus élevés, plus de 70 %, en Turquie respectivement 42 % en 37 %. Un autre signe d'une mentalité fermée est la grande confiance en l'armée, qui obtient 83 % (en Europe: 56 %). Pourtant, 83 % des Turques préfèrent la démocratie comme forme de gouvernement, mais en même temps environ 60 % déclarent vouloir un chef qui ne doit pas tenir compte des élections ou du parlement. Comme conclusion: la Turquie doit encore accepter un profond changement des mentalités avant de pouvoir être admis comme membre de l'Union Européenne, comme ce pays le souhaite si ardemment.

Le second domaine, à côté de celui de l'éthique, où la mutation est indéniable est celui de la *religion*. Evidemment, tous savent qu'il faut distinguer entre Eglise, foi chrétienne et religion. Tandis que les deux premières reculent, mais pas du tout partout, la religion dans son sens très général resté beaucoup plus stable, l'homme étant un «animal religieux». D'abord la confiance en l'Eglise. Depuis la première enquête, en 1981, et pour des pays où la comparaison est possible, celle-ci a diminué partout et souvent de beaucoup, excepté en Italie. Ce qui fait que dans de vieux pays de tradition catholique, cette confiance est sérieusement blessée. Pour ne donner qu'un seul exemple qui touche mon pays, la Belgique: de 63 % en 1981 elle n'atteint maintenant que 43 % et chez les jeunes de 18 à 30 ans en Belgique flamande elle est descendue à 20 %. Même en Irlande nous constatons une diminution accélérée, allant de 78 % en 1981 à 52 % en 1999.

Les croyances traditionnelles chrétiennes ont, elles aussi, régressé. En général, la croyance en Dieu, bien que diminuée, n'a que peu baissé. Pour les pays où la comparaison est possible, nous constatons que la croyance en une vie après la mort a augmenté, un peu de pair avec celle en la réincarnation. L'homme semble vouloir survivre de l'une ou de l'autre façon, mais les croyances typiquement chrétiennes lui semblent trop mythiques, comme celle en la résurrection, à l'enfer en au ciel, qui ont baissé presque partout. D'autre part, le problème du mal reste comme une pierre d'achoppement: beaucoup qui ne croient ni en Dieu ni en une vie après la mort affirment croire au péché, un peu comme le symbole du mal inexplicable.

Entre-temps la majorité des Européens déclare être religieux. Ce pourcentage est resté très stable. L'importance de la religiosité a même augmenté en Europe septentrionale, en Europe de l'Est et en Scandinavie, mais elle a baissé en Europe occidentale. Le pourcentage de ceux, qui se disent des athées convaincus, est lui aussi resté stable: pour l'ensemble des interviewés on trouve 5 % en 1981 et 5 % en 1999, actuellement les mêmes pourcentages en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est. Mais, certainement en Europe occidentale, le nombre des agnostiques s'est accru. Un certain nombre de ces derniers continue à se considérer «religieux», mais sans référence à un Dieu transcendant. Nous voyons que la croyance en un Dieu personnel a fortement baissé, et surtout chez les jeunes générations. Pour eux Dieu est devenu une force de la nature, sans visage et donc devant lequel on n'est plus responsable. En tout cas, un nombre croissant d'Européens se bricole individuellement une sorte de religion ou de Weltanschauung. Il faut dire aussi que les différences entre les pays sont restées très grandes: la Lituanie est très différente de ses deux pays soeurs du monde baltique, l'Estonie et la Lettonie; la République Tchèque n'a presque rien en commun avec la Slovaquie et deux pays de tradition orthodoxe, comme la Roumanie et la Bulgarie ont très peu en commun, le premier étant resté très croyant.

Que peut-on conclure de ce bref aperçu? En le comparant à la situation des Etats-Unis, on doit avouer qu'en Europe un doute plus ou moins profond caractérise les mentalités. Ce qui n'est pas le cas Outre-Atlantique. Dans ce continent, on se pose moins de questions. Y règne un certain fondamentalisme national et religieux. Les institutions, comme surtout l'armée et les Eglises obtiennent aux Etats-Unis beaucoup plus de confiance qu'en Europe, ce qui d'ailleurs est aussi le cas pour la Russie. L'avenir, bien que blessé par la perspective du terro-

risme, est toujours jugé beaucoup plus prometteur que ce que pensent nos Européens. Instinctivement l'Américain du Nord est optimiste, croyant qu'il est capable de vaincre tous les obstacles. De cette mentalité le président Bush profite d'une manière qu'on peut nommer ahurissante.

Dans une seconde partie, beaucoup plus brève, je me propose de vous livrer quelques questions pour l'avenir.

La première touche nos surveys en tant que tels. Nous avons constaté que les gens sont harcelés par beaucoup d'instituts s'occupant de sonder l'opinion publique. Ils en sont fatigués et de plus en plus les enquêteurs rencontrent des refus auprès des candidats sélectionnés pour les interviews. Faudra-t-il trouver d'autres pistes pour détecter leurs opinions?

La seconde question concerne la comparabilité. Est-ce que «famille», «démocratie», «Europe», «Eglise et foi» ont le même sens en Italie et en Suède, en Islande et en Lettonie? Nous avons constaté que, dans le domaine politique, le sens de la «gauche» et de la «droite» ont des significations différentes selon les pays. En comparant les réponses, compare-t-on des réalités identiques?

Une troisième question me préoccupe, non pas parce que je me rapproche moi-même très vite de ma quatre-vingtième année, mais à cause du vieillissement de nos populations, ce qui est le cas pour mon pays comme pour le vôtre. Il y a un danger que les personnes d'un certain âge soient sous-représentées dans nos enquêtes. Pourtant il serait très intéressant de mieux connaître leurs attentes, leurs doutes et leurs peurs. A l'avenir, on pourrait en tenir compte dans les échantillonnages. Ce qui vaut aussi pour la partie la plus pauvre de nos populations, ce qui a d'ailleurs préoccupé les responsables de l'*Eurobaromètre*, où des sondages sont faits pour la Commission Européenne.

Une quatrième question se rapporte à l'influence publique des résultats de nos enquêtes. Sans doute, nos nombreux collaborateurs ont publié une petite bibliothèque de livres et une grande quantité d'articles, ils ont donné beaucoup de conférences et partout en Europe des colloques ont été organisés. Mais quel est l'impact réel sur la société, sur le monde politique, sur les Eglises? On ne le sait pas vraiment.

Ensuite, une autre série de questions touche l'immense domaine de l'interculturel. En plusieurs pays, où pourtant le nombre d'immi-

grés, surtout de musulmans, est grand, ce ne sont que les nationaux qui ont été interviewés. Pas dans mon pays, où la région de Bruxelles, la capitale de l'Union Européenne, apparaît comme la région la plus religieuse, sans doute à cause de la présence des musulmans On devra trouver le moyen, par exemple par une surreprésentation, de sélectionner les non-Européens. C'est ainsi qu'on pourra savoir si, vraiment, un islam européen se développe et quelle proportion de la population préfère l'intégration à la ségrégation. Sans doute, les coûts d'une telle opération seraient un handicap sérieux. Plus difficile encore est l'organisation d'enquêtes dans les pays musulmans. Je sais bien que Ron Inglehart, avec son *World Values Survey*, a essayé de faire des enquêtes en Iran et en Jordanie. Mais, connaissant assez bien ce dernier pays, je me demande s'il a vraiment obtenu des réponses fiables. L'opinion publique est souvent tellement muselée que les gens ont peur de dire ce qu'ils pensent personnellement. A l'occasion de plusieurs visites en Jordanie, mes collègues de l'université d'Amman m'ont dit qu'il est impossible de poser des questions par exemple sur l'existence de Dieu, sur la démocratie, sur le rôle de la femme, sur l'homosexualité, etc. Pourtant le prince royal Hassan bin-Talal m'avait dit très honnêtement qu'il était en faveur d'une enquête comparable aux nôtres.

Néanmoins, mon hypothèse de base est que partout dans le monde les gens simples ont les mêmes espoirs et les mêmes peurs. Ils veulent la protection de leur famille, un plus grand souci pour la justice, un respect croissant pour les droits des femmes. Dans son livre *East and West* (Londres, 1998) Chris Patten, le dernier gouverneur de Hong Kong et actuellement commissaire européen pour les affaires extérieures, a montré qu'au fond les Chinois professent les mêmes valeurs que les Anglais. Si on pourrait révéler l'existence d'une opinion publique mondiale, cela pourrait forcer le monde politique à honorer d'autres priorités dans leur programmes. En tout cas, nous avons fait nos enquêtes aussi en Argentine et au Chili, et il est apparu que les habitants de ces pays ont, en général, les mêmes valeurs que les Italiens et vos compatriotes. Mais, en d'autres pays d'Amérique Latine, comme au Mexique, l'enquête a été faite chez les hispanophones. On ne sait rien des opinions des Indiens. Ce qui exigerait l'application d'autres méthodes. La même chose vaut pour le Japon. La terminologie de nos questionnaires n'est nullement adapté à cette culture si différente de la nôtre. Contre mon gré, dans une enquête, qui date déjà, les Japonais avaient simplement traduit notre questionnaire et les résultats sont, évidemment, très décevants.

Ces quelques remarques veulent ouvrir nos approches à un monde qui se globalise de plus en plus et où on est, par conséquent, forcé de tenir compte d'opinions très diversifiées. C'est ici que les sociologues peuvent jouer le rôle de «prophètes», en donnant la parole à ceux qui restent soumis à la loi du silence. Et ces prophètes seraient dès lors de vrais libérateurs. Sans doute, ce sont des rêves, mais seulement ceux qui ont le courage de rêver ouvrent des horizons à une humanité plus solidaire et plus heureuse.

Je vous remercie de votre attention.